20 septembre 2021

Rapports de majorité et de minorité de la commission de la cohésion sociale et de la jeunesse chargée d'examiner le projet de délibération du 3 mars 2020 de M^{mes} et MM. Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Tobias Schnebli, Annick Ecuyer, Morten Giselbaek, Maria Casares, Christina Kitsos, Alfonso Gomez, Steven Francisco et Ariane Arlotti: «Allocations personnalisées en faveur des personnes âgées et des personnes au bénéfice de l'assurance-invalidité: l'indexation à la hausse s'impose!»

A. Rapport de majorité de M^{me} Fabienne Beaud.

Cette motion a été renvoyée à la commission de la cohésion sociale et de la jeunesse lors de la séance plénière du Conseil municipal du 27 octobre 2020. La commission a étudié cette proposition lors de ses séances des 3, 17 décembre 2020, 15 avril et 20 mai 2021, sous la présidence de M. Didier Lyon. La rapporteuse remercie M. Nohlan Rosset pour la qualité de ses notes de séances.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Considérant:

- qu'en 2020, la rente AVS minimale est de 1185 francs par mois et la rente maximale de 2370 francs par mois;
- que la somme de deux rentes individuelles d'un couple marié ne peut être supérieure à 150% de la rente maximale;
- que les villes de Zurich et de Genève ont été classées comme les plus chères du monde par une étude UBS. Une majorité des retraités qui vivent dans notre ville se trouvent dans une situation économique modeste voire insuffisante pour faire face aux besoins, notamment en raison de l'augmentation des coûts de la vie et du développement des problèmes de santé. A l'intérieur de ce groupe d'âge, les personnes les plus touchées par le risque de pauvreté sont les femmes;
- qu'une vie professionnelle ayant subi des interruptions, par exemple pour cause de maternité, à cause de périodes de chômage, de contrats de moins de trois mois ou d'un montant permettant l'exonération des cotisations LPP, est un facteur qui augmente le risque de précarité de la travailleuse et du travailleur arrivé à l'âge de la retraite;
- que, depuis janvier 1987, des allocations personnalisées sont accordées par la Ville de Genève aux personnes reconnues comme bénéficiaires des

prestations complémentaires cantonales à l'assurance-vieillesse et survivants et à l'assurance-invalidité, en conformité avec le titre II de la loi sur les prestations complémentaires cantonales (J 4 25), à l'exception des personnes placées en institution. Seules sont prises en considération les prestations monétaires régulières directement versées aux bénéficiaires;

- que l'objectif initial recherché par le Conseil municipal en 1986 était de donner cette aide aux personnes ayant une rente insuffisante à leur entretien, en sus des prestations complémentaires cantonales;
- qu'en 1986, l'aide octroyée était fixée à 185 francs pour une personne seule et à 265 francs pour un couple. Les montants n'ont pas bougé depuis plus de trente ans;
- que cependant, de 1986 à nos jours, il y a eu une indexation des prix à la consommation de l'ordre de plus de 54%, sans que le montant de l'allocation octroyée par la Ville ait jamais été adapté en conséquence;
- que, pour poursuivre une politique active d'action sociale en faveur des seniors dans l'une des deux villes les plus chères du monde, il est aujourd'hui indispensable d'adapter les montants en vigueur dans le règlement LC 21 511, afin que l'objectif de protection voulu par le délibératif en 1986 soit rempli,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de plusieurs de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement relatif aux aides financières du service social (LC 21 511) est modifié comme suit:

Chapitre II Prestations sociales

Article 8 Montant

- ¹ La prestation sociale mensuelle est déterminée en fonction du nombre de personnes composant le groupe familial, selon le tableau suivant:

Nombre de personnes du groupe familial	Montant mensuel
1	281 F
2	403 F
3	456 F
4	517 F
5	578 F
6	639 F

- ² Le groupe familial pris en considération est celui qui figure sur la décision du service des prestations complémentaires.

^{3 (nouveau)} *Les montants sont adaptés tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation.*

Séance du 3 décembre 2020

Audition de M^{me} Maria Pérez, motionnaire

M^{me} Pérez explique que ce projet de délibération fait référence à un texte voté par le Conseil municipal en 1986: le LC 21 511, adopté par le Conseil administratif en décembre 1986. Ce règlement prévoyait des prestations complémentaires pour les personnes âgées. Elle a vu que le montant était de 185 francs, complémentaire à l'AVS, mais qu'il n'avait jamais été indexé au coût de la vie depuis l'adoption du texte. En 1986, cette somme représentait plus qu'aujourd'hui. Elle a voulu amender ce texte en indexant ce montant pour augmenter les prestations aux personnes âgées étant donné les montants minimum (1185 francs par mois) et maximum (2370 francs par mois) de la rente AVS en 2020 et que plein de gens n'ont pas de deuxième pilier. Si l'on indexe le prix de la pension des crèches, on peut aussi indexer ce que l'on donne aux plus précaires. Un texte vient de sortir des Chambres au niveau fédéral et revoit le système de prestations complémentaires. Un texte de l'Avivo (écrit par M. Spielmann, son président) met en avant le fait que le Conseil d'Etat juge les prestations complémentaires trop élevées et les a réduites à 200 millions de francs, le Conseil national les a coupées davantage. Il y a donc une réduction des prestations complémentaires avec un impact sur les familles et les personnes âgées. Au niveau cantonal, l'économie serait de 9 millions de francs mais accentuera la précarité de ceux qui ont le plus besoin d'être aidés. Elle estime donc qu'une indexation de cette allocation à hauteur de 281 francs par mois pour une personne seule et 403 francs par mois pour un couple est nécessaire. Pour proposer l'indexation la plus juste elle s'est basée sur

l’outil en ligne proposé par le Canton qui calcule l’indexation en fonction des prix à la consommation.

Questions des commissaires

Un commissaire demande comment elle sait que ces montants n’ont pas été indexés.

M^{me} Pérez répond que c’est indiqué dans le règlement.

Il remarque que ledit règlement a été modifié en 2011.

M^{me} Pérez répond que c’est parce que M^{me} Alder voulait étendre l’allocation de prestations complémentaires à l’époque car elle avait des montants non dépensés. La modification ne portait donc pas sur le montant.

Une commissaire demande si l’allocation de 185 francs par mois pour une personne seule passerait à 281 francs.

M^{me} Pérez répond que oui.

Elle demande ce que cela coûterait en plus à la Ville.

M^{me} Pérez a estimé que ce n’était pas à elle de faire ce calcul. Le but était que cette prestation couvre des besoins complémentaires, mais depuis 1986, tout a augmenté. Elle note que M^{me} Alder aurait pu indexer ce montant à l’époque si elle le voulait pour qu’il y ait une progressivité. Elle répète que la réforme du système de prestations complémentaires laisse en plus au Canton la possibilité de réduire de 10% de plus ces prestations.

Ladite commissaire se souvient des débats autour du maintien de cette prestation qui sont allés jusqu’au Tribunal fédéral. Elle demande si d’autres Communes octroient cette prestation.

M^{me} Pérez répond que non.

Un commissaire précise que la loi sur la répartition des tâches autorise la Ville à verser cette prestation sociale à titre exceptionnel et unique.

Le commissaire demande pourquoi un délai de cinq ans a été choisi dans le texte.

M^{me} Pérez répond que c’est arbitraire et que cela peut être amendé, cinq ans c’est toujours mieux que trente-quatre ans sans indexation.

Il demande si M^{me} Pérez mise sur le fait que le coût de la vie va toujours augmenter.

M^{me} Pérez répond que oui.

M^{me} Pérez conçoit que 54% représente une augmentation conséquente. Elle invite la commission à amender le montant le cas échéant.

Séance du 17 décembre 2020

Audition de M. Spielmann, Avivo

M. Spielmann donne quelques indications sur le problème de fond, la date et le pourcentage dont parle la motion. L'indice du coût de la vie à Genève est actuellement entre 3 et 3,5% plus élevé que le reste de la Suisse. Actuellement (novembre 2020), l'indice du coût de la vie est négatif, soit – 1,2%. Mais depuis 1986 la hausse des prix a été de 50% pratiquement sans indexation! La population âgée est en situation de décalage par rapport à la moyenne des revenus du pays. Les statistiques de l'OCDE (Panorama des pensions 2019) mentionnent qu'il n'y a que six pays sur trente-six où les personnes âgées sont plus pauvres qu'en Suisse! Ce calcul est fait sur le pourcentage de personnes dont le revenu est inférieur à 50% du revenu médian des ménages. Beaucoup de choses changent dans le monde, mais il faudra bien donner la possibilité aux gens de vivre dans de meilleures conditions et à la Suisse de ne pas être à la traîne sur le plan social. Cette motion vient à temps pour corriger des écarts trop importants. Le coût de la vie à Genève et dans les grandes villes est au-dessus de celui de tous les autres cantons suisses par rapport au revenu moyen des personnes âgées. Cela mérite une correction. Il ajoute que le projet de loi qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021 révisera les prestations complémentaires à la baisse. Les économies pour l'ensemble du projet sont de 811 millions de francs, résultat de la baisse estimée sur les prestations versées au titre des prestations complémentaires avec des conséquences sur les revenus versés aux personnes âgées. Mais aussi des conséquences sur les procédures à faire pour déposer les demandes, qui seront encore plus complexes! (L'Avivo s'occupe de ces démarches pour ses membres et la préparation des dossiers pour aider les personnes âgées et cela sera encore plus compliqué demain.) Ces révisions permettront des économies substantielles: des rentes vont disparaître. Par ailleurs, un décalage de trois ans est prévu pour l'introduction de cette loi. Cela touchera ceux qui ont déjà des rentes complémentaires. Elles ne seront pas baissées dans les trois années qui suivent, seules les nouvelles demandes seront soumises à une entrée en vigueur immédiate. Ce sont ainsi les plus pauvres qui subiront cette économie de 811 millions de francs.

Questions des commissaires

Une commissaire demande quel est le constat sur la précarité des personnes âgées.

M. Spielmann répond que le premier constat est le silence, les gens ne sont pas fiers d'être en difficulté. Ils font face autant qu'ils le peuvent jusqu'à arriver à leurs limites. Les démarches sont compliquées et certaines personnes qui ont droit à des rentes complémentaires ne le font pas valoir. De plus, l'indexation aux coûts de la vie n'a pas été opérée partout, les loyers par exemple attendus plus de quinze ans à être partiellement indexés aux coûts réels et ce avec des disparités entre les emplacements alors que les revenus ne sont pas différents. Le calcul qui donne droit aux prestations complémentaires est extrêmement compliqué et comprend le coût de la vie, le loyer, la situation de la personne, ses rentes, les caisses maladie, etc. De plus, la loi a été modifiée pour que les rentes soient plus compliquées à obtenir et faire baisser les coûts. Tout a été organisé ces dix dernières années pour l'introduction de cette loi. Il souligne que pour obtenir des prestations auxquelles l'on a droit il faut faire des demandes complexes alors que pour payer des impôts, on vient chercher les gens. Enfin, il explique que l'Etat n'aide pas les gens à remplir ces démarches mais les renvoie à l'Avivo. Or, très souvent, les gens n'ont pas envie que l'Avivo fasse les démarches des demandes de prestations complémentaires pour eux. Néanmoins, la situation et la culture ont changé et les gens commencent à oser faire ces demandes car ils n'arrivent plus à s'en sortir.

Elle remarque qu'il n'y a pas beaucoup d'actions pour les informer et les inciter à faire ces demandes.

M. Spielmann répond que ce n'est pas par hasard qu'ils ne sont pas informés. Si on voulait les aider, on ouvrirait des bureaux pour préparer leurs demandes et les gens ne viendraient pas à l'Avivo qui n'a pas les moyens de couvrir toute la demande.

Une commissaire voudrait savoir si M. Spielmann avait lu la motion et aimerait savoir ce qu'il en pense.

M. Spielmann répond que les principales victimes de la nouvelle réforme sont les enfants. Dans les gens qui sont dans des situations de très grande pauvreté, il y a des familles et ce problème devrait être observé et pris en compte. Il pense qu'il faudrait organiser et se renseigner sur le sujet. Il faudrait ajouter dans le rapport sur le projet de délibération PRD-254 que le Conseil municipal dispose, à partir du 1^{er} janvier, de trois ans avant que ces baisses de prestations s'appliquent et il faudrait profiter de ce temps pour organiser une sortie plus intelligente que de baisser les rentes des plus pauvres et de pousser les gens hors du système de prestations complémentaires.

Une commissaire demande si pour pouvoir bénéficier des aides de la Ville il faut être au bénéfice d'une prestation complémentaire.

M. Spielmann répond que ceux qui ont droit à la prestation complémentaire sont déjà au bas de l'échelle. Et parmi ces bénéficiaires il y a encore des échelons.

Il ajoute que l'idée de ce projet de délibération est de donner une indemnité aux plus démunis.

Elle remarque que M. Spielmann parlait de 811 millions de francs épargnés par la Confédération, mais la prestation complémentaire est cantonale.

M. Spielmann répond que c'est un calcul total pour toutes les prestations complémentaires de Suisse. L'AVS est censée permettre de vivre selon la Constitution. Or ce n'est pas le cas et les dernières grandes révisions de l'AVS ont permis de supprimer les prestations complémentaires en augmentant l'AVS. Mais depuis il y a eu des changements légaux importants et les compétences des prestations complémentaires ont été transférées aux Cantons avec leurs charges. Dès lors pour la Confédération, le problème des prestations complémentaires était réglé. Mais ce faisant, la situation des prestations complémentaires s'est péjorée.

Un commissaire demande quelle augmentation M. Spielmann proposerait si les montants de la motion ne suffisent pas.

M. Spielmann répond ne pas avoir de montant fixe. Si l'on indexait tout, cela représenterait une charge trop importante pour la Ville. Les gens doivent pouvoir toucher une rente proportionnelle aux cotisations qu'ils ont versées toute leur vie. Avant, la prestation n'était pas en argent. On donnait des bons aux gens pour qu'ils puissent subvenir à leurs besoins. Ce système a été supprimé pour réduire les charges administratives liées. Il faut trouver une solution la plus directe, juste et soutenable possible. Cette proposition conviendrait car elle répond au retard économique et à la situation compliquée des gens à Genève.

Il demande si la Ville peut jouer un rôle sur une augmentation de la rente AVS.

M. Spielmann répond que non, c'est une compétence fédérale. La Ville ne peut qu'aider les gens à son niveau.

Un commissaire demande si le Canton offre une aide aux personnes âgées.

M. Spielmann répond qu'il prend en charge les prestations complémentaires.

Séance du 15 avril 2021

Audition de la conseillère administrative Christina Kitsos (DCSS) accompagnée de M. Philipp Schroft, chef du Service social

M^{me} Kitsos explique que la proposition de ce projet est d'augmenter de 52% le montant des allocations versées, ce qui représente la somme globale de 6 millions. Ce texte indique aussi que ces allocations n'ont pas changé depuis trente ans. Celles-ci ont été indexées en 2003. Depuis lors, la hausse de l'indice de l'indexation au coût de la vie est de 8%.

Elle pense que ce projet est juste, mais il faut regarder la réalité des chiffres et donc se calquer sur l'augmentation depuis 2003, ce qui représenterait une somme de 1 250 000 francs. Elle souligne qu'il y a aussi une augmentation annuelle de 2% des bénéficiaires et que l'augmentation croissante de l'espérance de vie générera une augmentation parallèle du nombre de personnes âgées en situation précaire. Le budget 2021 prévoit une augmentation de 300 000 francs pour ces indemnités afin de répondre à l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Aujourd'hui, le principe de l'indexation se trouve dans le règlement du Conseil municipal mais pas dans celui du Conseil administratif. Elle estime par ailleurs que la demande du CFI d'harmoniser ces deux règlements est légitime.

Questions des commissaires

Une commissaire avoue que les chiffres articulés depuis le début de cette audition la rendent inquiète car la conjoncture est difficile et elle ne voit pas comment le DCSS trouvera une possibilité de trouver cet argent pour financer tous ces projets. Elle demande s'il y a des pistes.

M^{me} Kitsos répond que la période est particulière, qui plus est avec l'impact de la RFFA et le transfert de charges de l'Etat dont les conséquences sont encore inconnues. Si l'on prend tous ces éléments, la situation est effectivement difficile. Les charges liées, à hauteur de 56 millions, sont certes importantes, mais cela a permis de mener une politique anticyclique agile en décidant de continuer à payer les personnes pour limiter les dégâts sociaux et financiers pour l'avenir. Malgré le contexte, une hausse des revenus est constatée, ce qui est surprenant. La situation n'est donc pas si catastrophique et s'il n'y avait pas eu le Covid, la Ville aurait tout de même eu des excédents, certes pas à hauteur de 40 millions comme avant la RFFA mais entre 9 et 10 millions.

Elle précise que ce sont des rattrapages 2018-2019.

M^{me} Kitsos répond que cela fait dix ans que des rattrapages ont lieu et que les excédents étaient toujours de 40 millions environ. Elle explique qu'elle n'est pas en charge des finances, mais qu'il y a eu une sous-évaluation des recettes sur les dix dernières années. Elle précise que la Ville dispose aussi d'une réserve conjoncturelle et que les finances sont saines depuis dix ans. Le premier levier à activer est une négociation avec l'Etat sur les transferts de charges et pour ce faire, il faut des alliés. Or, la Ville est assez seule actuellement et c'est au Conseil administratif de négocier sur tous les dossiers en mettant en avant les projets que la Ville finance alors que ceux-ci répondent à des problématiques qui sont du ressort de l'Etat. L'indexation représente un montant important et elle estime qu'il ne faut pas l'effectuer maintenant bien qu'il soit juste de changer le règlement pour adapter ces aides dès que la situation sera régularisée.

La commissaire pense que l'indexation des aides est urgente car les montants alloués actuellement génèrent de la précarité.

Une commissaire demande si l'on parle bien d'une indexation sur les allocations versées à hauteur de 180 francs par mois et pas sur une autre allocation.

M^{me} Kitsos répond que ce montant dépend du nombre de personnes constituant le groupe familial et qu'il est de 185 francs pour une personne seule. Elle précise aussi qu'il y a presque 5000 bénéficiaires.

M. Schroft répond qu'il s'agit en effet des prestations municipales versées en complément des prestations complémentaires versées par le Canton aux bénéficiaires de rentes AVS et AI.

Elle demande s'il y a eu des revendications de la part des bénéficiaires.

M. Schroft répond que non. Il s'agit d'un public généralement hésitant à demander une aide financière et les témoignages transmis au Service social relèvent de la reconnaissance.

Elle demande, aussi, quel est le pourcentage des demandeurs qui l'obtiennent.

M. Schroft répond que ce sont des estimations car la condition sine qua non est de bénéficier des prestations complémentaires cantonales. Il y aurait donc, selon les estimations, près de 50% des ayants droit potentiels qui auraient formulé une demande.

Une commissaire demande si les personnes qui bénéficient de cette prestation ont aussi droit aux colis du cœur.

M. Schroft répond qu'a priori ces personnes sont au-dessus du seuil qui nécessiterait qu'elles aient recours aux colis du cœur.

Séance du 20 mai 2021

Votes

Amendement

Le commissaire des Verts présente un amendement après avoir découvert durant les auditions que le projet de délibération partait d'un constat erroné. En effet, la date de la dernière indexation mentionnée dans le texte est fautive et il propose de rectifier cette erreur en adaptant les montants du projet de délibération selon les réelles hausses qui ont eu lieu depuis 2003. Les montants ajustés seraient de 200 francs pour une personne, 286 pour deux, 329 pour trois, 373 pour quatre, 416 pour cinq et 459 pour six. De cette façon l'impact financier du projet de délibération passerait de 6 millions à 1,2 million de francs.

Cet amendement est accepté par 15 oui (1 UDC, 3 Ve, 4 S, 1 EàG, 3 PLR, 1 MCG, 2 PDC).

Discussion et prises de position

Les Vert-e-s sont conscients que cette prestation complémentaire intervient à titre subsidiaire pour les personnes bénéficiaires de l'AI ou de l'AVS et qui touchent déjà des prestations complémentaires fédérales ou cantonales, mais cette prestation est importante et urgente pour ses bénéficiaires étant donné le coût de la vie élevé à Genève. Les Vert-e-s ont proposé cet amendement pour replacer cette augmentation dans un cadre réaliste tenant compte de la situation budgétaire actuelle. Les Vert-e-s sont heureux de l'alinéa 3 de ce règlement qui prévoit une adaptation automatique tous les cinq ans. Les Vert-e-s voteront ce projet de délibération tel qu'amendé.

Le Mouvement citoyens genevois soutient cette proposition d'augmentation de la prestation. Le Mouvement citoyens genevois trouve important de le faire car cette subvention n'a pas été réévaluée depuis de nombreuses années et ne correspond plus aux coûts actuels de la vie.

Le Parti libéral-radical n'acceptera pas cette proposition. Le Parti libéral-radical a voté en faveur de cet amendement car il corrige une erreur. Néanmoins, le Parti libéral-radical a peur pour l'avenir de la Ville. Les personnes âgées sont précarisées et ont peu de moyens, mais la Ville fait déjà beaucoup et M^{me} Kitsos a affirmé que le Conseil d'Etat reporte ses charges sur la Ville mais le financement et les rentrées d'argent ne sont pas infinis. La période de crise sanitaire engendre une crise économique autant pour les personnes physiques que morales et le Parti libéral-radical ne souhaite pas voter des augmentations d'impôts pour lutter contre cette précarisation. Le Parti libéral-radical ne votera pas un tel objet sans qu'il ne présente de solution d'équilibre budgétaire afin d'arrêter de creuser la dette.

Le Parti socialiste affirme que dans le contexte de crise sociale actuelle, avec une diminution des prestations complémentaires décidée au niveau fédéral, cette augmentation raisonnable de 8% prend tout son sens. Le Parti socialiste soutient ce projet de délibération.

Le groupe Ensemble à gauche votera en faveur de ce projet de délibération et aurait apprécié qu'il en demande plus en ces temps de crise et surtout sachant que souvent ces allocations personnalisées ne sont pas touchées parce que les gens ne savent pas qu'ils y ont droit.

L'Union démocratique du centre acceptera ce projet de délibération amendé. Cette indexation automatique est souhaitable et l'amendement des Verts permet d'en réduire les coûts tout en offrant une aide vitale à cette catégorie de personnes

précarisée qui sont par ailleurs des résidents genevois. L'Union démocratique du centre espère néanmoins que des économies seront réalisées par la Ville pour contrebalancer cette augmentation.

Le Parti démocrate-chrétien apprécie ce projet de délibération mais rejoint le Parti libéral-radical. La Ville traverse une crise sanitaire dont on ne mesure pas encore les conséquences. Elle relève que les allocations familiales, qui sont fédérales, ne sont jamais indexées et que la Ville offre une prestation complémentaire à sa population. Le Parti démocrate-chrétien estime qu'il n'est pas opportun d'indexer cette rente à ce stade pour des raisons budgétaires à moins que la conseillère administrative ne trouve un arbitrage.

La commission vote sur le projet de délibération PRD-256 amendé, qui est accepté par 10 oui (1 UDC, 3 Ve, 4 S, 1 EàG, 1 MCG) contre 5 non (2 PDC, 3 PLR).

M^{me} Richard, du Parti libéral-radical, annonce un rapport de minorité.

PROJET DE DÉLIBÉRATION AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de plusieurs de ses membres,

décide:

Article unique. – Le règlement relatif aux aides financières du service social (LC 21 511) est modifié comme suit:

Chapitre II Prestations sociales

Article 8 Montant

¹ La prestation sociale mensuelle est déterminée en fonction du nombre de personnes composant le groupe familial, selon le tableau suivant:

Nombre de personnes du groupe familial	Montant mensuel
1	200 F
2	286 F
3	329 F
4	373 F
5	416 F
6	459 F

² Le groupe familial pris en considération est celui qui figure sur la décision du service des prestations complémentaires.

^{3 (nouveau)} *Les montants sont adaptés tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation.*

14 août 2021

B. Rapport de minorité de M^{me} Patricia Richard.

Le Parti libéral-radical est conscient que cette prestation complémentaire intervient à titre subsidiaire pour les personnes bénéficiaires de l'AI ou de l'AVS et qui touchent déjà des prestations complémentaires fédérales ou cantonales, et que cette prestation est importante pour ses bénéficiaires étant donné le coût de la vie élevé à Genève.

Néanmoins, le Parti libéral-radical n'acceptera pas cette proposition, car le Parti libéral-radical a peur pour l'avenir de la Ville. Les personnes âgées sont précarisées et ont peu de moyens, mais la Ville fait déjà beaucoup, elle est la seule commune genevoise à notre connaissance à octroyer à ses résidents retraités une aide mensuelle.

M^{me} Kitsos a affirmé que le Conseil d'Etat reporte ses charges sur la Ville mais le financement et les rentrées d'argent ne sont pas infinis.

Le Conseil administratif ne fait pas d'arbitrage de notre point de vue, et dépense sans compter, endettant gravement nos enfants sous prétexte que les taux sont bas...

La période de crise sanitaire engendre une crise économique autant pour les personnes physiques que morales et le Parti libéral-radical ne souhaite pas voter des augmentations d'impôts pour lutter contre cette précarisation.

Le Parti libéral-radical ne votera pas un tel objet sans qu'il présente de solution d'équilibre budgétaire afin d'arrêter de creuser la dette.

Les allocations familiales, qui sont fédérales, ne sont jamais indexées et la Ville offre une prestation complémentaire à sa population.

Le Parti libéral-radical estime qu'il n'est pas opportun d'indexer cette rente à ce stade pour des raisons budgétaires à moins que la conseillère administrative ne trouve un arbitrage.